

Boursorama du 23 septembre 2013 par Jean-Paul POLLIN
« Le budget 2014 répond-t-il aux enjeux économiques de la France ? »
Le débat de la semaine avec le Cercle des économistes



Le projet de budget pour 2014 comporte au moins deux orientations ou réorientations intéressantes :

- d'une part, **il marque une « pause » dans le rythme d'ajustement du déficit budgétaire**. Ce qui est une bonne nouvelle puisque l'expérience de ces trois dernières années a montré qu'un ajustement trop rapide était extrêmement coûteux et contreproductif. La France va utiliser le délai, consenti par l'Europe, d'un retour au critère des 3 %, pour desserrer un peu l'étau de l'austérité. Cela évitera de casser une reprise toujours problématique et qui restera modeste en toute hypothèse.

- d'autre part, **il change la stratégie de l'ajustement budgétaire** : celui-ci s'opérera principalement par une réduction des dépenses publiques (9 milliards de dépenses d'Etat et 6 milliards sur les comptes sociaux) plutôt que par une augmentation de la fiscalité (3 milliards). C'est également une bonne nouvelle parce que le niveau des prélèvements obligatoires semble être devenu socialement insupportable. Mais aussi parce que différents travaux ont montré que ce mode de réduction du déficit a un effet moins dépressif sur l'activité. Plus encore, il est susceptible d'améliorer la compétitivité ou au moins d'éviter de la dégrader.

Cela dit, la mise en pratique de ces orientations, et notamment les modalités d'ajustement des recettes et des dépenses restent bien loin de ce que l'on est en droit d'attendre. Rien dans ce budget n'esquisse ou ne laisse entrevoir la grande réforme fiscale qui avait été promise. Or, on sait qu'**une remise à plat de notre fiscalité est devenue nécessaire** et que c'est même une urgence. Parce que sa complexité et donc son opacité, sont telles qu'il devient impossible d'évaluer son effet redistributif sur les revenus et les richesses. Parce que l'on ne connaît pas non plus son incidence sur l'allocation des ressources, c'est-à-dire sur l'incitation au travail et à l'investissement, sur l'orientation de l'épargne... De sorte qu'il est devenu un obstacle à la compétitivité, en même temps qu'une source possible d'inégalités.

De même la réduction des dépenses publiques <http://www.boursorama.com/> ne peut se limiter au raboutage opportuniste de quelques postes budgétaires. Plus sérieusement, cela exige que l'on s'interroge sur les fonctions que l'on souhaite voir jouer à l'Etat et sur les modalités de leur exercice. Or, de ce point de vue ce n'est pas tellement l'Etat central, en voie de paupérisation, qui doit être remis en cause : **les questions essentielles tiennent aux invraisemblables gaspillages induits par la décentralisation** ainsi qu'au dérapage incontrôlé des dépenses de santé. Dans ces deux domaines c'est une refonte complète des missions et des modes opératoires qui est nécessaire.

On comprend bien qu'il soit difficile d'engager des réformes de fond en cette période de crise. Le problème c'est qu'en refusant de le faire on risque de prolonger si ce n'est d'aggraver la situation présente.